Les migrants en bas de chez soi

Entretien avec Isabelle Coutant, sociologue au CNRS (Iris), auteure de *Les migrants en bas de chez soi* (Seuil, 2018)

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/7222>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.7222](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7222)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 39-45

ISBN : 978-2-919040-42-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « Les migrants en bas de chez soi », *Hommes & migrations* [En ligne], 1323 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/7222> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.7222>

Les migrants en bas de chez soi

Entretien avec

Isabelle Coutant,

sociologue au CNRS (Iris),

auteure de *Les migrants en bas de chez soi* (Seuil, 2018)

réalisé par Marie Poinso,

rédactrice en chef de la revue.

H **ommes & Migrations:**
Comment s'intègre cette enquête
dans votre parcours de recherche?

Isabelle Coutant: Cet ouvrage entre en résonnance avec une première recherche, menée en 2000, qui portait sur un squat de sans-papiers dans le nord de Paris: je m'étais alors interrogée sur les dynamiques qui font qu'un voisinage tolère ou non une telle situation, pour saisir le squat comme révélateur d'enjeux locaux¹. À cette occasion, j'ai pu rencontrer un certain nombre de jeunes issus de l'immigration, autour de la problématique du rapport à l'autre. J'ai ensuite prolongé cette thématique avec ma thèse², en étudiant dans plusieurs communes du Val d'Oise l'intolérance à l'encontre des « incivilités », ces petites nuisances du quotidien. Cette thématique était très en vogue au début des années 2000, puisqu'on importait à l'époque la politique de « tolérance zéro » de New York, et ce à droite comme à gauche.

Par la suite, j'ai abordé le versant psychologique de la prise en charge de cette petite délinquance. Au cours de mes enquêtes, j'ai investi d'autres objets d'étude en lien avec les précédents: la culture de rue de ceux qu'on appelle les « jeunes de banlieue », ou

encore les relations au sein des familles ayant eu un passé migratoire, et particulièrement les tensions intergénérationnelles engendrées par la double culture.

Mon intérêt dans la recherche porte donc surtout sur les classes populaires et leurs transformations, et de fait, travaillant en Île-de-France, cette question croise également celle des migrations. À la fin des années 2000, j'ai dirigé avec des collègues une enquête collective sur un quartier pavillonnaire modeste de Gonesse confronté à l'arrivée de familles assyro-chaldéennes réfugiées³, qui m'apparaît également *a posteriori* comme un prélude à ma dernière recherche sur l'occupation du Lycée Jean-Quarré par des migrants.

1. Isabelle Coutant, *Politiques du squat*, Paris, La Dispute, 2000.

2. Isabelle Coutant, « Institution judiciaire et éducation morale des jeunes de milieu populaire.

Enquête ethnographique sur deux dispositifs : une Maison de Justice et un dispositif d'insertion de la PJJ », sous la direction de Gérard Mauger, Ehes, 2003.

Publiée sous le titre *Délit de jeunesse*, Paris, La Découverte, 2005.

3. Marie Cartier et al., *La France des « petits-moyens »*, Paris, La Découverte, 2008.

H&M: Comment avez-vous été amenée à travailler sur la situation du squat au Lycée Jean-Quarré ?

I. C.: Je n'avais pas prévu de travailler sur la crise migratoire pour des raisons de compétences, notamment linguistiques. J'étais bien sûr sensibilisée à ce qu'il se passait à Paris en 2015, notamment parce que des collègues travaillaient sur l'asile et les centres de rétentions et se mobilisaient sur ces questions, au sein du mouvement La Chapelle en lutte.

« La perspective qui m'intéressait était moins celle des trajectoires migratoires que celle du contexte d'intégration : je voulais saisir ce qui se passait dans la société d'accueil, au niveau très local.

Quand l'occupation du lycée a débuté, j'ai d'abord été interpellée en tant qu'habitante du quartier. Mais, très vite, j'ai appréhendé la situation avec un regard de sociologue. La perspective qui m'intéressait était moins celle des trajectoires migratoires que celle du contexte d'intégration : je voulais saisir ce qui se passait dans la société d'accueil, au niveau très local. En tant qu'habitante et sociologue des quartiers populaires, j'avais conscience que cette situation pouvait provoquer de réelles tensions, et que l'« intégration » ne se ferait pas d'elle-même, car cette dynamique tient autant des immigrés que de la capacité de la société à les recevoir. Aux vues de la fragilité du XIX^e arrondissement, j'ai eu un premier réflexe d'inquiétude. Comme beaucoup d'habitants, j'ai partagé une forme de colère contre les pouvoirs publics, qui toléraient cette occupation à partir du moment où elle avait lieu aux pieds des HLM d'un quartier précaire. L'ancien lycée se trouve en face d'un collège classé REP (Réseau d'éducation prioritaire), qui avait pourtant fait l'objet d'un long travail de revalorisation pour lutter contre les dynamiques d'évitement scolaire : tout ce qui avait été patiemment construit depuis une dizaine d'années pouvait être mis en échec. Cette occupation perturbait aussi le projet de créer une médiathèque dans ces mêmes locaux, pour équiper le quartier d'un dispositif culturel dont il était jusque-là dépourvu.

H&M: N'y a-t-il pas, dans l'histoire du quartier, une tradition de lieu résidentiel de transit entre l'accueil et l'installation plus durable des populations immigrées ?

I. C.: Dans le quartier de la Place des Fêtes, le *tur-nover* est plus faible que la moyenne parisienne : les logements (dans le parc privé ou social) y sont assez

grands, et ils accueillent des familles pour lesquelles il serait compliqué de se reloger ailleurs.

Mais il est certain que les habitants ont conscience qu'il s'agit d'un quartier à forte tradition d'accueil, et c'est aussi sur cet argument que certains d'entre eux se sont mobilisés, malgré les tensions. Leur argument était d'interpréter autrement la situation, comme une chance pour le quartier, sans doute parmi les plus à même à Paris d'accepter ces migrants du fait de son identité multiculturelle.

En rencontrant des habitants du quartier, et en resituant leur prise de position dans leur trajectoire de vie, j'ai été étonnée, par les séquences d'histoire familiale exprimées. Au fil d'un entretien par exemple, une militante du Parti communiste, ancienne directrice d'école, m'a raconté comment elle avait fui l'Allemagne avec sa mère alors qu'elle était toute petite, car son père avait été tué pendant la Nuit de Cristal. Dès qu'on discute avec les gens ici, la grande histoire remonte assez vite, et constitue un élément explicatif très fort de la manière dont chacun se positionne.

H&M: Vous avez commencé votre ouvrage en retraçant les mobilisations en faveur des migrants depuis l'occupation de l'Église Saint-Bernard en 1996. Pourriez-vous revenir sur cette chronologie, sur les revendications et les modes opératoires spécifiques à ces événements ?

I. C.: Je suis repartie du travail pionnier de Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*⁴, qui revient sur l'émergence de cette lutte dans les années 1970. Avant cet ouvrage, les mobilisations des migrants irréguliers restaient un objet illégitime des sciences sociales, car l'immigré était uniquement perçu comme une force de travail, et non comme un sujet politique. Siméant s'est donc attachée à montrer les spécificités de leurs mobilisations. Pour commencer, elle a mis en avant le fait que ce sont toujours aussi des mobilisations de « soutiens » dans la société d'accueil. Ensuite, contrairement à une vision homogène de l'immigration, elles concernent des vagues migratoires spécifiques, Siméant se concentre sur les Tunisiens dans les années 1970 et les Turcs dans les années 1980, des « vagues migratoires » qui n'ont pas encore de relais dans la société

4. Johanna Simeant, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

française pour faciliter leur accueil. Enfin, Siméant parle de « *mobilisations improbables* ». En sciences sociales, on considère en effet que toute mobilisation exige *a minima* de disposer de certaines ressources, dont les sans-papiers sont *a priori* démunis. On pourrait presque parler de mobilisation paradoxale, puisqu'en se mobilisant ils espèrent améliorer leur situation – or ici les individus sont sous la menace de l'expulsion et s'exposent donc à des risques accrus.

À partir des années 1990, des travaux portent sur les mobilisations d'immigrés de première génération : grèves des loyers dans les foyers Sonacotra, grèves de la faim contre la double peine, luttes au sein des entreprises pour les salaires, la promotion et les lieux de culte. Cet engouement s'explique par des raisons propres au champ scientifique, dans lequel l'objet prend une certaine légitimité et s'autonomise progressivement, mais également parce qu'on assiste alors à une visibilité croissante de ces mobilisations dans l'espace public.

À cette période, les événements de Saint-Bernard bénéficient d'un fort écho médiatique, d'autant que le contexte politique y est favorable, car la gauche

s'empare de la cause comme argument politique d'opposition. Une des spécificités de cette mobilisation est d'être relativement indépendante des canaux traditionnels que sont les syndicats ou les partis politiques. L'engagement est motivé par une indignation très ponctuelle et locale, par la situation des migrants.

Depuis 2015, même si les syndicats et les associations traditionnelles d'aide aux migrants restent actifs sur ces enjeux, ce type d'engagement spontané et citoyen, moins politisé, tend à se développer. Bien sûr, à y regarder de plus près, on observe que ces « indignés » du quotidien, à l'échelle des quartiers, sont souvent des femmes, avec des trajectoires de vie spécifiques rendant possible l'engagement. Historiquement, tout ce qui touche au *care* est perçu comme une activité typiquement féminine. Du fait de ces dispositions sociales, les femmes s'inscrivent davantage dans les réseaux d'interconnaissance, notamment ceux autour de l'école, qui constituent un appui pour mener les mobilisations. Les mobilisations locales autour des migrants ressemblent de ce point de vue à celles menées dans le cadre de RESF (Réseau Éducation sans frontières).

H&M: Est-ce que la « crise des réfugiés » a changé la réalité migratoire dans Paris en termes de situation quotidienne, de visibilité des migrants dans l'espace urbain et d'intervention des pouvoirs publics? Comment cela a-t-il conduit à des événements comme ceux de Jean-Quarré?

I. C.: La visibilité des campements de rue dans l'Est parisien commence après la fermeture de Sangatte, fin 2002: le square Villemain près de la gare de l'Est commence à être investi par des hommes majoritairement originaires d'Afghanistan, d'Irak et d'Iran. Un premier collectif, le Collectif des exilés du X^e arrondissement, se constitue alors pour répondre aux besoins de première nécessité de ces exilés, et leur proposer un accompagnement juridique avec le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). En 2011, des Tunisiens, puis en 2014 des Soudanais et des Érythréens, fuient les événements politiques et les répressions qui ont lieu dans leurs régions: ce sont des diasporas plus politisées que les précédentes. Ils s'installent près de la gare d'Austerlitz, dans le XIII^e arrondissement, où un autre collectif de soutien se forme, puis à La Chapelle sous le métro aérien.

Progressivement, le développement de ces campements de rue interpelle les riverains. L'expulsion violente par la police du campement sous le métro aérien provoque la création du collectif La Chapelle en lutte en juin 2015, rassemblant migrants, militants, et « simples » habitants du quartier. Pendant les mois de juin et juillet, ce collectif suit les campements de rue qui se déplacent dans le XVIII^e arrondissement au fil des évacuations successives. Leur démarche est très politique; ils organisent notamment des assemblées générales de rue auxquelles prennent part les sans-papiers et les demandeurs d'asile qui vivent dans ces campements.

Le 31 juillet 2015, 150 migrants issus de ces divers campements investissent le bâtiment de l'ancien lycée, sans concertation préalable avec la mairie. La ville de Paris annonce qu'elle va tolérer l'occupation, qui se met en place selon un principe d'autogestion, cher aux militants du collectif La Chapelle en lutte. Pendant le mois d'août, la cohabitation fonctionne plutôt bien: les bonnes volontés se mobilisent, alertées par les réseaux sociaux; des étudiants viennent donner des cours de français; une aide juridique est proposée; des permanences infirmières sont organisées, des assemblées générales régulières, des soirées festives et même des visites de Paris.

Mais la situation se dégrade début septembre: les migrants sont de plus en plus nombreux, des tensions

émergent entre les militants, des rumeurs de trafics et de prostitution circulent dans le quartier. C'est à ce moment que des habitants du quartier décident de se constituer en un groupe alternatif, Solidarité migrants Place des Fêtes, composé essentiellement de parents d'élèves qui veulent assurer une bonne rentrée scolaire. Partant du constat que la politisation de la situation par les militants du collectif La Chapelle en lutte avait tendu les relations avec les pouvoirs publics, ils décident de concentrer leurs efforts afin d'éviter que la situation locale n'explose. Ils abandonnent donc les revendications globales sur la politique migratoire au profit d'un lobbying plus ciblé sur la mairie d'arrondissement et sur la préfecture.

H&M: Des associations comme La Cimade ou France Terre d'asile, plus anciennes et instituées dans ce domaine, se sont-elles mobilisées sur l'événement?

I. C.: En partie oui, mais il faut garder à l'esprit que le collectif La Chapelle en lutte était justement très remonté contre ces associations traditionnelles. Ses militants leur reprochaient d'être dans une relation d'alliance indirecte avec l'État et de collaborer à une politique d'accueil détestable. Le groupe d'habitants, moins politisé de ce point de vue-là, se concentrait avant tout sur la manière de mettre en relation au quotidien la cause des migrants et celle du quartier, pour préserver l'équilibre local.

H&M: Cette démarche ressemble aux mouvements de soutien des migrants chiliens dans les années 1970, où les gens se mobilisaient sur des problématiques très concrètes, très immédiates.

I. C.: Effectivement, à ceci près que le contexte idéologique est très différent aujourd'hui: on voit plutôt des réactions d'hostilité, et parfois de la part de gens eux-mêmes originaires d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord. Et le discours sur l'immigration a été renforcé par la peur de l'islam dans le contexte post-attentats de 2015. À la Place des Fêtes, il y a une forte implantation de la communauté juive loubavitch: après les attentats de l'Hyper Cacher, il y avait des militaires devant toutes les synagogues du quartier, et une partie des familles juives sont parties car elles ne se sentaient plus en sécurité.

Dans ce contexte, la présence de migrants, perçus comme des musulmans, a réveillé une angoisse forte. Les individus engagés dans le collectif Solidarité migrants Place des Fêtes ont agi par peur que ces thèmes ne soient instrumentalisés par le Front national, ou que des violences n'éclatent contre les

migrants. L'idée était de calmer le jeu, de faire circuler l'information pour lutter contre les rumeurs et désamorcer les craintes.

H&M: L'occupation du Lycée Jean-Quarré par les migrants a été l'objet de nombreuses observations participantes. Comment avez-vous engagé votre propre étude ?

I. C.: Je me suis lancée en septembre, lorsque j'ai pris conscience que mon multi-positionnement me permettait d'avoir plusieurs points d'entrée sur la problématique. Par mes collègues, j'avais un accès au collectif La Chapelle en lutte; j'étais en lien avec les parents d'élèves car mon fils rentrait au collège; et une de mes amies s'était mobilisée dans le groupe de soutien du quartier. Par ailleurs, avec ma première recherche sur le «squat», j'avais à disposition des outils pour analyser ce qui était en train de se passer. Je suis donc partie d'un questionnement relativement simple, qui était d'observer ce qu'un tel événement pouvait produire sur les dynamiques locales.

Dans les premiers mois, j'ai suivi les différentes réunions organisées, pour repérer les acteurs en présence: je me suis concentrée sur ce que l'événement provoquait en périphérie. Quand on a appris fin septembre que le lycée allait être évacué d'ici à fin octobre, à cause des problèmes d'insécurité et d'insalubrité du bâtiment, je me suis décidée à entrer dans le lycée, pour rencontrer les représentants des migrants, et mieux cerner leurs liens avec le quartier.

H&M: Comment les migrants se représentaient-ils leur arrivée, leurs trajectoires ?

Quels discours tenaient-ils sur leur situation ?

I. C.: Les migrants comprenaient bien qu'il y avait une mobilisation autour d'eux, et ils étaient plus ou moins d'accord avec les enjeux. Certains commençaient à percevoir qu'ils n'avaient pas tous les mêmes intérêts. Les Afghans notamment savaient qu'ils avaient de très fortes chances d'obtenir l'asile: ils n'avaient donc pas trop intérêt à ce que la situation dégénère. À l'inverse, les sans-papiers du lieu, tout comme les Soudanais et les Érythréens pour qui il était plus compliqué d'obtenir l'asile, n'avaient rien à perdre en dehors du risque d'expulsion.

À un moment donné, deux des leaders des migrants ont fait le choix de s'allier plutôt au collectif du voisinage, en se disant que les enjeux principaux étaient que cela se passe au mieux à l'intérieur du squat, et de s'assurer des relogements par la suite. D'autres migrants ont continué de participer aux manifestations

initiées par le collectif La Chapelle en lutte, qui portaient des revendications bien plus générales sur la politique migratoire au niveau européen.

Leurs prises de position dépendaient aussi fortement de leurs trajectoires personnelles antérieures. Parmi les Soudanais, certains étaient déjà très politisés avant leur arrivée en France, et donc en phase avec des revendications plus militantes. Les Afghans au

« Les migrants comprenaient bien qu'il y avait une mobilisation autour d'eux, et ils étaient plus ou moins d'accord avec les enjeux. Certains commençaient à percevoir qu'ils n'avaient pas tous les mêmes intérêts.

contraire n'avaient ni le même passé d'engagement, ni la même culture politique, et s'y retrouvaient donc beaucoup moins.

H&M: Votre livre décrit précisément le contexte de perceptions et de contacts des populations locales avec les migrants. Est-ce que la situation des quartiers du Nord-Est parisien influe sur les solidarités locales ? Quelles sont les opinions qui dominent et pourquoi ?

I. C.: Dans les mois qui ont suivi l'évacuation du bâtiment fin octobre, j'ai prolongé mon enquête auprès des habitants du quartier, en commençant par les membres du groupe de soutien. La plupart avaient un passé commun d'engagement local, autour d'une mobilisation qui avait eu lieu un an-et-demi auparavant pour le maintien du collège en Réseau d'éducation prioritaire. Ils étaient donc habitués aux relations avec les pouvoirs publics, et les mêmes liens se sont réactivés autour de l'occupation de Jean-Quarré.

J'ai ensuite rencontré les habitants qui avaient eu des réactions hostiles à l'égard des migrants. Cette partie de l'enquête a été plus difficile à réaliser, car elle nécessitait de repérer des acteurs moins visibles, qui n'avaient pas pris la parole dans l'espace public. Contrairement aux personnes solidaires, à qui le collectif donnait un sentiment d'être en prise avec la situation, les personnes hostiles n'étaient pas constituées en groupe. En restant isolées face à cette situation très perturbante, elles ne pouvaient que subir.

Dans le livre, je ne propose donc pas l'analyse d'un «groupe» des hostiles, mais plutôt une série de portraits. Et bien qu'ils aient en commun une forte vulnérabilité et une insertion sociale fragile, les raisons

de leur positionnement pouvaient être très différentes, très loin de la caricature de l'« anti-migrant » ! Il y avait des immigrés eux-mêmes naturalisés, qui avaient le sentiment d'avoir eu un parcours d'excellence, et qui étaient donc très exigeants sur ce que signifiait pour eux l'obtention de la nationalité. Ceux-là étaient animés par la peur du déclassement et de l'assimilation aux « autres » immigrés. Autre exemple, un immigré guinéen ne supportait plus que les migrants quittent leur pays pour venir s'abîmer ici, à cause du mythe sur l'Europe. Il investit dans son pays pour y soutenir la création d'entreprises et dissuader les jeunes de venir en France. Enfin, parmi les personnes très hostiles, il y avait des personnes âgées qui ont perdu leur univers social. L'évolution du quartier les dépasse, elles n'arrivent plus à s'y repérer et se sentent donc très fragilisées.

Finalement, l'enquête montre que le rejet ne s'explique pas par de grands arguments partagés par tous, et encore moins par une base commune de xénophobie ou de racisme.

H&M: Ce qui en fait une réaction d'autant plus compliquée à déconstruire...

I. C.: Tout à fait, et c'est pour cela que ma conclusion insiste sur le fait que dans ces situations de rejet, on a souvent affaire à des gens qui se sentent vulnérables socialement, du fait de leur âge ou de leur statut social. Politiquement, dans les quartiers populaires, il faut éviter que les habitants pensent que la présence des migrants conduit à accentuer

leur marginalisation; il faut casser le discours de mise en concurrence ou de préférence nationale qui est rabâché par l'extrême droite.

En ce sens, après la décision de transformer le lieu en un centre d'hébergement officiel géré par Emmaüs Solidarités, c'était important il me semble de ne pas abandonner le projet de médiathèque. Un élu rencontré expliquait qu'au contraire, il fallait prouver aux habitants qu'ils allaient pouvoir bénéficier d'une dynamique globale, et que ce qui était revendiqué pour les migrants l'était aussi pour eux. Tout l'enjeu était pour lui de réussir à faire de cette crise des migrants une opportunité pour mieux traiter le quartier dans sa globalité.

Cette démarche peut constituer une piste tangible pour traiter les quartiers périphériques des villes, où les familles migrantes se retrouvent de fait *in fine* logées. Une autre piste serait de repenser intégralement la politique du logement social et la question complexe de la « répartition » de ces populations sur le territoire.

H&M: La municipalité a-t-elle agi concrètement en ce sens depuis ?

I. C.: Des signes témoignent d'une volonté de se préoccuper du quartier: la Place des Fêtes va être refaite, et la médiathèque sera créée. Mais les pouvoirs publics donnent l'impression qu'il faut toujours lutter dans ce quartier. Or, en règle générale, ce sont plutôt les classes moyennes et supérieures qui portent ce type de revendications.

Et c'est justement ce que j'ai pu saisir dans la recherche : les habitants qui sont intervenus au lycée occupé ont poursuivi l'engagement en passant de la cause des migrants à la cause du quartier. Ils se réunissent tous les mois sur la place, autour du « Cafête », un café associatif pour favoriser la rencontre, quels que soient le milieu social ou la culture. Ils se sont notamment rapprochés de l'association des Mamans africaines de la Place des Fêtes. Par ailleurs, l'association des Amis de la Place des Fêtes continue d'être active, notamment autour des enjeux d'équipements publics au service d'un quartier multiculturel et pluriconfessionnel. L'étude montre ainsi comment l'événement a contribué, malgré les conflits, à densifier le tissu social en créant de l'histoire locale.

H&M: Quel a été l'écho de votre livre auprès de la municipalité ? Avez-vous présenté vos travaux, par exemple dans le cadre de la politique de la ville ?

I. C. : Pour le moment il n'y a pas eu de présentation officielle, mais je sais que le livre circule auprès des élus locaux. J'en ai forcément beaucoup parlé sur la Place des Fêtes, à Jean-Quarré, et les habitants sont au courant, surtout parmi les acteurs engagés. J'ai entendu dire que le maire de l'arrondissement l'avait acheté à la fête du Parti communiste, et une élue m'a dit en avoir parlé dans une session du Conseil de Paris. Au niveau national, j'en ai discuté avec Aurélien Taché dans l'émission « Les Matins » de France Culture.

Même s'il est difficile de prévoir les répercussions d'une telle enquête, il est certain qu'elle peut être un outil pour des élus qui sont favorables à une meilleure politique d'accueil, et qui veulent s'appuyer sur cet exemple concret pour montrer que des actions allant dans ce sens sont possibles.

H&M: Y a-t-il eu des connexions entre les mobilisations autour de Jean-Quarré et celles concernant les installations des Roms, de l'autre côté du périphérique ?

I. C. : À ma connaissance, il n'y a pas eu de lien direct entre les deux mouvements, mais je pense au collectif d'architectes et d'urbanistes Le PEROU qui mène un questionnement très transversal entre exilés et Roms autour des problématiques de l'hospitalité urbaine. Plus largement, 2015 a été un moment important de rencontre entre les étudiants d'Île-de-France et ces jeunes migrants, dont un bon nombre étaient également étudiants dans leurs pays d'origine. Cela a initié un mouvement d'ouverture de l'enseignement

supérieur aux questions liées aux campements de rue, et une vraie réflexion s'est mise en place pour tenter de répondre à cette « crise de l'accueil ».

Parmi les retours reçus sur le livre, on apprécie la perspective que j'ai privilégiée de ne pas travailler uniquement sur les migrants eux-mêmes, mais aussi sur ce que leur présence provoque chez nous/en nous. Cette approche, qui prend en compte l'environnement local, est un versant souvent peu visible dans les recherches actuelles. Il est pourtant crucial de saisir les problématiques qui sont inscrites *localement*, avant d'étudier au niveau macro la montée des réactions du rejet, des idées extrêmes et du Front national.

En décembre 2015, soit deux mois après l'évacuation, le bureau de vote situé en face du Lycée Jean-Quarré a enregistré une petite montée du FN en comparaison des bureaux alentours. Les listes socialistes quant à elles ont perdu environ 10 points, ce qui s'est aussi traduit par une montée du vote écologiste et d'extrême gauche. C'est là un bon exemple de « vote-sanction », en réaction directe à ce qui avait été perçu comme une attitude de délaissement de la part des pouvoirs publics.

H&M: Quels sont vos projets de recherche actuels ?

I. C. : J'ai récemment finalisé un documentaire sonore avec un ami réalisateur, Mehdi Ahoudig, pour Arte Radio (*Wilfried*, disponible en accès libre sur Internet). Le projet a pour point de départ le portrait d'un homme qui a été de ceux que l'on appelle les « jeunes de banlieue », que j'ai retrouvé 15 ans après notre première rencontre dans le cadre d'une recherche. En apparence, il correspond à ce profil surmédiatisé depuis les attentats de *Charlie Hebdo* : issu de l'immigration, ancien délinquant, fraîchement converti à l'islam – et pourtant, c'est tout le contraire de ce cliché.

À travers son portrait, et celui de ses proches, nous parlons de la banlieue, mais autrement. Il est question de cultures de rue, de logique de l'honneur et de son caractère destructeur pour ces jeunes, mais nous voulions également déplacer la focale, en donnant cette fois la parole aux générations de quadragénaires et quinquagénaires. On entend toujours parler des « jeunes de cité », comme s'ils étaient un problème permanent de la société française, et qu'ils étaient toujours les mêmes. Or ces jeunes se sont aussi construits une vie : ils sont devenus adultes, parfois parents, voire grands-parents ! L'idée était donc de les rencontrer, pour entendre ce qu'ils ont à nous dire sur leur vision des quartiers, et plus largement sur la société française. ■